

Trimestriel N°16 // Juin 2024

# CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



UNIF POPULAIRE  
DE BRUXELLES  
BATIMENT  
WALID DAQI

TO STAND WITH PALESTINE  
IS TO STAND WITH HUMANITY

CONTRE L'ANTI SEMITISME  
ET SON INSTRUMENTALISATION  
CONTRE LES SIONISTES

ACADEMY OF SCIENCE

ALL EYES  
RAFAH

ALL EYES ON RAFAH

FREE  
FREE  
PALESTINE

FREE PALESTINE

NO UNIVERSITIES  
LEFT IN GAZA  
ALL EYES ON  
RAFAH

# ÉDITO

Par le comité de rédaction

Cette campagne électorale aura été marquée par une droite en roue libre : limitation des allocations chômage dans le temps, banalisation du racisme, retour à l'austérité. Les shérifs de la bourgeoisie s'inspirent du siècle dernier pour s'attaquer aux travailleur-euses.

Cette classe ne vit pas dans le même monde que nous. Alors que des investissements publics massifs sont nécessaires pour faire face au défi climatique, les débats sur la dette publique font leur grand retour. Pendant que les syndicalistes luttent pour que chacun-e puisse se nourrir, la bourgeoisie ne pense qu'au rendement de son capital.

Depuis quelques mois, la droite a réussi à faire de la limitation des allocations chômage dans le temps un clivage politique. À écouter ses militant-es les plus zélé-es, il suffit de restreindre les droits sociaux pour faire en sorte que les métiers en pénurie soient occupés. Leur pari est de créer une armée de désespéré-es prêt-es à travailler dans les conditions les plus pénibles.

Partout en Europe, l'extrême-droite se développe et cherche à diviser les travailleur-euses. Elle tente de créer des polémiques autour du droit à l'avortement, mais aussi sur la question des transidentités, ou encore sur la mémoire de la seconde guerre mondiale.

Nous devons aujourd'hui tout mettre en œuvre pour lutter contre les différentes tentatives de nous diviser. Notre priorité doit rester la lutte pour toujours plus de justice au travail, sous toutes ses formes.

SOMMAIRE

## DOSSIER THÉMATIQUE

2 PEUT-ON PARLER DES ULTRA-RICHES EN BELGIQUE ?

3 ÉLECTIONS : QU'ONT PROPOSÉ LES PARTIS POUR LES FEMMES ?

5 AUDI FOREST : LA LUTTE POUR L'EMPLOI

6 LES ULTRA-RICHES NUISENT À L'ÉCOLOGIE

## REVIEW LIVRE & FILM

7 PROPRIÉDADE ET GUEULES NOIRES

8 QUI SONT LES CASSEURS ?

## EN RÉGIONALE

9 ASBL LA CIBLE

## SECRÉTARIAT

10 CAMP JEUNES



## QUI SOMMES-NOUS ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

# PEUT-ON PARLER DES ULTRA-RICHES EN BELGIQUE ?

PAR JULIEN SCHARPÉ // ANIMATEUR AUX JEUNES FGTB



En février, les Jeunes FGTB de Bruxelles ont commencé à organiser des visites guidées du quartier Prince d'Orange à Uccle. Leur objectif est de permettre aux participant-es de découvrir comment vivent les ultra-riches, comment ils occupent la ville et comment ils ont constitué leur richesse.

Cette initiative a profondément heurté la droite et l'extrême-droite belge. Pour la première fois, Théo Francken a dénoncé ce qu'il considère être de la discrimination et de la stigmatisation. Le bourgmestre d'Uccle, Boris Dilliès, a qualifié la démarche de grotesque. À la suite de ces réactions, un flot d'insultes a inondé la boîte mail des deux animateurs chargés de l'organisation.

Pourtant le quartier du Prince d'Orange est connu pour ses villas luxueuses et ses résident-es aisé-es. Bernard Arnault pourrait y croiser Didier Reynders lors de son jogging matinal et discuter d'évasion fiscale autour d'un thé l'après-midi. Les environs concentrent une partie des grandes fortunes du pays. C'est en partie pour ça que les Jeunes FGTB de Bruxelles y organisent des visites depuis le mois de février.

## UCCLE EST-ELLE UNE COMMUNE DE RICHES ?

Selon les autorités politiques locales, la commune d'Uccle n'est pas uniquement peuplée d'ultra-riches. S'il existe effectivement des travailleurs et travailleuses précaires dans la commune, il serait difficile pour elleux d'habiter le quartier Prince d'Orange.

On peut dans un premier temps mesurer le revenu moyen des habitant-es d'Uccle et le comparer à celui d'autres communes pour avoir une première idée de sa sociologie. Pour y parvenir, on peut utiliser le site Statbel, qui un site gouvernemental mettant à disposition différentes statistiques sur le pays. Celui-ci nous permet notamment de comparer le niveau de revenu par commune.

Le revenu moyen à Uccle était de 22.743€ en 2021. Il était donc deux fois plus élevé que le revenu moyen de Saint-Josse qui s'élevait à 11.082€ pour St Josse.<sup>1</sup> Seules les communes de Woluwe-Saint-Pierre et Watermael-Boitsfort se rapprochent du revenu moyen d'Uccle, sans pour autant l'égaliser.

Si des travailleur-euses plus modestes vivent effectivement à Uccle, notamment à proximité de Drogenbos, les résident-es du Quartier Prince d'Orange permettent d'augmenter la moyenne des revenus. Pour se rendre compte des écarts de ressource, il est nécessaire de s'intéresser aux prix des maisons.

## COMBIEN FAUT-IL GAGNER POUR VIVRE À PRINCE D'ORANGE ?

Selon le site immobilier Immoweb, acheter le prix des logements de l'avenue Prince d'Orange varie de 3229€ à 6520€ au m<sup>2</sup> pour une maison et 3.826€ à 8.422€ pour un appartement.<sup>2</sup> Comme il s'agit d'un quartier à faible densité urbaine, il faut ajouter l'obligation d'acheter une surface plus élevée que le reste de Bruxelles. Selon le même site, une maison standard a une surface de 150m<sup>2</sup> et un jardin deux à quatre fois plus grand.

Si un couple de travailleur-euses souhaite acheter une maison dans le quartier, il doit déboursier environ 484.350€. Admettons que ce couple ait 44.350€ sur son compte épargne et qu'il n'ait que 440.000€ à emprunter. Les deux personnes devraient déboursier ensemble 2.662€ chaque mois pour rembourser leur prêt à la banque.<sup>3</sup> Soit, un montant supérieur au revenu moyen de la commune. En partant du principe qu'une personne consacre un tiers de son salaire pour son logement, les membres de ce couple devraient gagner au moins 3.993€ par mois chacun.

Si ce calcul semble déjà hors norme, il part pourtant d'une estimation basse. En regardant les différentes offres d'agences immobilières, on constate que les maisons à Prince d'Orange sont beaucoup plus grandes. À titre d'exemple, un loyer pour une maison 4 chambres de 240m<sup>2</sup> peut être fixé à 4.500€.

À l'aide de ces quelques outils, on peut remarquer qu'il est impossible pour une majorité de la population de vivre dans le Quartier du Prince d'Orange. Si la droite s'est indignée des visites qui y sont organisées, c'est bien pour éviter de soulever une question qui les dérange : comment les riches accumulent du capital et ce qu'ils en font.

## PEUT-ON ENCORE PARLER DES ULTRA-RICHES ?

Les ultra-riches vivent en communauté, c'est un fait. On le constate par leur répartition sur le territoire en Belgique. En Wallonie, Lasnes est connue pour abriter ses habitant-es les plus nantie-es. Si Laethem-Saint-Martin est la commune où on retrouve en moyenne les Belges les plus riches, c'est à Knokke-Heist que l'on trouve les prix immobiliers les plus élevés. D'autres ghettos existent, comme le Clos du Bois à Ixelles qui est littéralement une rue privée. Ils ne sont pourtant jamais accusés de communautarisme.

Tous les reproches que subissent les plus pauvres en Belgique pourraient être attribués aux plus riches. C'est pour cette raison que parler d'elleux suscite autant d'indignation de la part de la droite. Les écarts de richesse sont tellement élevés que leur quiétude est précaire. D'autant plus quand ces fortunes ont été bâties sur le passé colonial et l'exploitation industrielle.

Montrer les conséquences de ces inégalités suscite naturellement de l'indignation. Quand de nombreuses familles vivent dans moins de 50m<sup>2</sup>, une maison de 500m<sup>2</sup> apparaît comme indécente. C'est pour cette raison que les Jeunes FGTB continueront leur travail d'éducation populaire, indépendamment des réactions virulentes de la droite.

1 <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/revenus-fiscaux#panel-12>

2 <https://price.immoweb.be/>

3 Calcul basé sur un prêt de 20 ans à un taux de 3%

# ÉLECTIONS : QU'ONT PROPOSÉ LES PARTIS POUR LES FEMMES ?

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUCILE DE REILHAN // CHARGÉE DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB

**Juliette Léonard est chargée de recherche au Collectif Contre les Violences Familiales et l'Exclusion. Elle a publié le mois dernier son analyse « Quelle place pour les femmes dans les programmes pour ces élections 2024 ? ».**



## // PEUX-TU NOUS RÉSUMER LE TRAVAIL QUE TU VIENS D'EFFECTUER ?

À l'approche des élections, avec le CVFE [Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion], nous avons voulu nous pencher sur les propositions des différents partis politiques en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, dans une idée de rendre plus accessibles ces propositions, mais également de mettre en lumière les idéologies politiques sous-jacentes à chaque parti. Pour mener cette analyse, nous nous sommes concentrées sur les programmes des principaux partis francophones. En plus d'analyser ce que les partis proposent strictement pour lutter contre les violences faites aux femmes, nous avons également analysé leurs propositions concernant le cadre sociétal, les conditions dans lesquelles peuvent s'inscrire ces violences. Ainsi, nous avons approfondi notre analyse sur ce que les partis proposent en termes de sécurité sociale, de santé des femmes, de mobilités, d'accès à la contraception, à l'EVRAS, etc. Cela nous a permis de voir dans quel contexte global l'émancipation des femmes s'inscrit, afin de sortir d'une vision simpliste des violences faites aux femmes qui se régleraient uniquement par un processus judiciaire pour punir l'un ou l'autre individu, mais comme résultant d'un tout sur lequel il faut agir.

Notons également qu'il est important de voir cette analyse comme un outil : l'idée n'étant pas de noter ou de classer les partis mais de créer un lieu où sont regroupées et classées les propositions en différents items afin de faciliter une lecture comparative. À chaque lecteur et lectrice d'y trouver son sel ! Nous sommes également conscientes qu'il n'est pas suffisant de lire un programme pour analyser ce que mettent réellement en place les partis ; puis, on sait que ce qui est inscrit dans un programme n'est pas forcément une priorité, qu'il existe des conflits à l'interne, mais aussi à l'externe et que les politiques mises en place résultent de compromis entre les différents partis.

## // ET DANS LES GRANDES LIGNES, QU'AS-TU PU REMARQUER ? ET QUE PROPOSENT LES PARTIS ?

Déjà, on voit qu'il y a une grande différence entre les partis qui s'emparent des thématiques liées aux femmes et ceux qui ne s'en emparent absolument pas. Globalement, on observe un clivage gauche-droite : chez les partis de gauche (PS, Ecolo, PTB), et chez les Engagés, la question des femmes est plutôt transversale, dans le sens où elle se retrouve dans différentes parties du programme : si on parle de la santé, on va parler de la santé des femmes, si on mentionne les pensions, on mettra en avant les plus faibles pensions des femmes. Par contre, au sein de DéFi et du MR, il y a très peu de place pour les femmes, les spécificités de ce que vivent les femmes ne sont que peu pensées et peu abordées. Au-delà de cette place réservée aux femmes dans les programmes, on voit que certains partis ont plusieurs propositions qui visent à consolider les droits des femmes, à lutter contre les inégalités salariales, à lutter contre les violences faites aux femmes, etc. Mais dans d'autres partis, il est assez questionnant, voire inquiétant, de lire leurs propositions ou de constater certains manquements.

## // TU AS DES EXEMPLES ?

Oui ! Dans les propositions qui nous ont un peu affolées, on a par exemple pu voir que les Engagés ont quelques timides idées pour renforcer le droit à l'avortement : le parti propose de l'inscrire dans la constitution, de le dépénaliser, mais par la suite on lit que le parti a quelques réticences sur le fait d'allonger le délai durant lequel peut se pratiquer un avortement. De plus, le parti précise qu'il laisse la liberté de vote à ses parlementaires sur le sujet. Et nous, ça ne nous rassure pas que le parti souligne cette liberté de vote précisément à ce point-là. C'est un sujet trop important qui mérite une ligne directrice claire pour le parti.

Nous avons également constaté que le MR se distingue assez fort des autres partis et est le seul à ne pas avoir des propositions qui sont assez basiques si nous voulons atteindre l'égalité femmes/hommes. Par exemple, c'est le seul parti à ne pas proposer d'allonger le congé paternité afin de le rendre égal au congé maternité. C'est également le seul parti qui ne se prononce pas pour la fin du statut cohabitant<sup>1</sup>, malgré les revendications féministes à ce sujet qui le dénoncent comme inégal et particulièrement pénalisant pour les femmes. En ce qui concerne l'avortement, le parti propose de l'inscrire dans la Constitution dans une proposition assez large qui est le droit à la liberté de disposer de son corps. Sauf qu'en parallèle, il ne se pose pas du tout la question de comment le rendre accessible et effectif, ne mentionne pas du tout la formation des médecins, ni le coût, le nombre de centres ou l'allongement du nombre de semaines... En bref, le MR évacue tout bonnement des questions essentielles qu'il glisse innocemment sous le tapis.

On voit également une grande distinction à propos du secteur associatif, qui suit globalement, encore une fois, ce clivage. Tandis que la gauche mentionne l'importance du travail réalisé par le secteur associatif, considère ce secteur comme un partenaire important avec lequel travailler étroitement et dont on doit prendre en compte l'expertise ; la droite (notamment le MR mais aussi DéFi) ne mentionne quasiment pas le travail des associations, et a plutôt une attitude de méfiance envers un secteur qui pourrait être trop « politisé ». Les Engagés, eux, ont un positionnement un peu ambigu, qui est de considérer le travail effectué par l'associatif comme un travail nécessaire et vital, mais le parti propose de déléguer des tâches de l'État, comme l'accès au logement ou la santé, au secteur associatif. Cette proposition ne nous semble être bénéfique ni pour le secteur associatif ni pour les bénéficiaires, ni pour la sécurité sociale et les services publics.

<sup>1</sup> Le statut de cohabitant désigne la situation où deux personnes vivent ensemble, qu'elles soient mariées, liées par un partenariat légal ou non, le critère qui intervient est qu'elles partagent un foyer commun. Ce statut génère des inégalités et des dépendances financières, en particulier pour les femmes, tout en entravant la solidarité informelle et en suscitant des contrôles intrusifs. Les organisations féministes et socialistes militent pour sa suppression, car cela permettrait de lutter contre la pauvreté et l'isolement et de réduire les coûts administratifs.

## // D'AILLEURS TU AS AUSSI ANALYSÉ CE QUE LES PARTIS PROPOSAIENT EN TERMES DE SÉCURITÉ SOCIALE ET DE SERVICES PUBLICS.

Oui, parce que les inégalités entre les femmes et les hommes sont encore fortes aujourd'hui et que ces inégalités ont des conséquences concrètes, notamment en termes d'autonomie financière et de violences vécues. Étant donné que ce sont encore globalement les femmes qui ont à charge de s'occuper des enfants, des personnes âgées, et plus largement du travail de soin, cela les maintient dans des situations où elles vont toucher de plus bas salaires (car elles sont davantage en temps partiel ou occupent des emplois moins bien payés car féminins) et où elles vont tout le temps courir à droite à gauche. C'est pour cette raison qu'on a voulu parler des pensions, des salaires, de tout ce qui est proposé en termes d'infrastructures publiques qui pourraient soulager les femmes de ces doubles journées de travail et augmenter leur autonomie, notamment financière.

Car si les violences ont lieu dans tous les milieux socio-économiques, il est plus compliqué pour les femmes en situation de précarité de pouvoir fuir ces violences. C'est pour ces raisons que c'est important pour nous de faire mention des propositions liées à la sécurité sociale et aux services publics : parce que lorsqu'une femme est dans une situation complexe ou de violence, si en plus de ça elle est dans une société qui aggrave son accès au logement, aux soins de santé, à la possibilité de se déplacer, à une certaine sécurité financière, qui ne propose pas assez de crèches abordables, etc. c'est d'autant plus dur de sortir de cette situation.

Sans les services publics et la sécurité sociale, les femmes voient s'empirer leurs conditions de vie au niveau financier, mais également au niveau de la charge mentale qu'elles ont, des trajets qu'elles doivent effectuer quotidiennement, etc. Tous ces services sont nécessaires pour soutenir et accompagner les femmes et faciliter leur vie quotidienne. Et donc, si on veut défendre les femmes et lutter contre les inégalités, il nous faut défendre ce système basé sur la solidarité. Et il faut se rendre compte que lorsque la droite s'attaque aux malades, aux chômeurs et aux chômeuses, au-delà de la violence de ces discours sur ces individus, c'est à ce système de solidarité qu'elle s'attaque. Derrière les attaques contre les chômeurs et les chômeuses, ce sont des attaques contre le chômage et donc contre la sécurité sociale.

## // COMMENT TU EXPLIQUES CE CLIVAGE ASSEZ MARQUÉ ENTRE LA GAUCHE ET LA DROITE ?

Ce clivage gauche-droite qu'on observe n'est pas si étonnant. En effet, comme la gauche a une pensée collective – que ce soit en termes de constats ou en termes de solutions proposées – elle pense les inégalités résultant non pas des individus (qui auraient moins bien travaillé, qui seraient moins méritants, qui seraient plus faibles), mais bien en termes de structures sociétales qui désavantagent et défavorisent certains groupes d'individus, comme je viens d'en parler, comme les femmes, les plus précaires, les personnes qui vivent le racisme, etc. Et donc puisqu'il y a une responsabilité sociétale à ces inégalités, il y a également une responsabilité collective dans la suppression de celles-ci. Dans cette logique, le féminisme est de ce fait plus compatible avec une pensée de gauche, car il pense les femmes en tant que groupe subissant des inégalités – non pas parce que les femmes seraient plus faibles ou moins intelligentes – mais bien parce qu'on est dans des structures sociétales qui les désavantagent, en leur faisant porter le travail de soin, en rémunérant moins bien les emplois féminins, etc. La droite, à l'inverse, pense la société comme la conséquence d'actions d'individus et en termes de choix posés par ces individus. Mais réduire, par exemple, le fait que les femmes aient majoritairement à charge les enfants à des choix personnels, ça ne fonctionne pas et ça va à l'encontre des discours féministes. Ce qui explique la toute petite place laissées aux femmes au sein de leur programme et la volonté de solutions davantage individuelles comme la possibilité d'augmenter ses heures de travail ou d'avoir des horaires plus flexibles.

## // UN DERNIER MOT POUR CONCLURE ?

Pour finir, je dirais qu'on est bien évidemment conscientes que ce ne sont que des programmes, et que toutes les avancées féministes et tous les acquis sociaux qu'on a aujourd'hui ne sont pas venus de parlementaires qui ont voté des lois comme ça par magie, mais bien que c'est à la suite de mouvements sociaux. Que ce sont des collectifs qui se sont organisés, qui ont manifesté, qui ont revendiqué des droits, qui ont mis en place différentes choses. La place qu'occupent les thématiques féministes dans les programmes des partis politiques s'explique grâce à l'ampleur des mouvements féministes des dernières années, qui ont su imposer à l'agenda politique leurs revendications. Il ne faut donc pas se contenter de lire cette étude en se disant qu'on va voter pour tel ou tel parti et que c'est fini. Non, il y a vraiment tout un travail qui est effectué quotidiennement par les différentes associations et organisations féministes, par les syndicats, etc. et qu'il faut continuer à mener. D'autant plus qu'à travers ces programmes, on comprend que nos droits ne sont jamais totalement acquis et qu'ils peuvent constamment être remis en question. Et c'est particulièrement le cas en Flandre où il y a une extrême droite fort présente et, on le sait, une fois au pouvoir, l'extrême droite s'en prend systématiquement aux droits des femmes.

Encore un dernier mot : avec tout ce qu'on vient de dire, on voit que les revendications féministes concernent différents pans de la société et, *in fine* ces revendications sont bénéfiques pour tout le monde : en luttant pour l'égalité femme/homme et l'autonomie des femmes, on améliore de ce fait la vie de tous les travailleurs et toutes les travailleuses ; de même, en renforçant les services publics, la sécurité sociale, le tissu associatif, les mécanismes de solidarité, l'accès à la santé, etc., on améliore l'existence de tout le monde. Et donc défendre les revendications féministes, c'est lutter pour une société plus égalitaire et plus juste pour tous et toutes.



# AUDI FOREST : LA LUTTE POUR L'EMPLOI

Omar travaille à Audi Brussels où il est délégué syndical et siège au CPPT depuis 4 ans. Cette usine de 3.000 travailleurs et travailleuses produit l'Audi Q8 e-tron. Omar est également membre du bureau des Jeunes de la FGTB Bruxelles et lutte pour un avenir stable et solide pour l'ensemble de la jeunesse.

PROPOS RECUEILLIS PAR MIGUEL SCHELCK // ANIMATEUR DES JEUNES FGTB BRUXELLES

## // CES DERNIERS MOIS, ON PARLE BEAUCOUP DES PROBLÈMES RENCONTRÉS PAR L'USINE AUDI FOREST SUR L'AVENIR DE LA PRODUCTION ET DE L'EMPLOI. PEUX-TU NOUS EXPLIQUER LA SITUATION ?

C'est complexe. Depuis la crise, on a dû faire face à plusieurs défis. Et ils sont majeurs : ce sont des problèmes de livraison liés aux fournisseurs, il y a moins de volume de production, et davantage de chômage temporaire. À côté de ça, la guerre en Ukraine et la crise d'inflation en Europe font que moins de gens achètent des voitures électriques.. On est également victime de la concurrence : il existe plusieurs modèles avec des technologies plus avancées. On se retrouve donc dans une situation où les volumes baissent chaque mois.

On peut aussi mentionner le fait que plusieurs gouvernements ont changé leur soutien aux voitures électriques. L'Allemagne et la Belgique ont par exemple réduit les subsides liés à l'achat d'un véhicule électrique. Forcément, moins de gens en achètent.

C'est dans ce contexte que la direction a pris la décision de se séparer de tous nos camarades intérimaires, soit 371 travailleur-euses. Malgré cette séparation, on connaît encore des périodes de chômage. La situation est loin d'être stable au niveau du seuil de production.

## // ET QUEL EST LE PROFIL DES INTÉRIMAIRES QUE LA DIRECTION D'AUDI BRUSSELS A DÉCIDÉ DE NE PLUS RAPPELER ?

Les 371 travailleur-euses intérimaires qu'on avait au sein de l'entreprise étaient pour la plupart des jeunes. Depuis leur départ, la moyenne d'âge au niveau de l'entreprise est montée à 45 ans ; l'entreprise est de plus en plus vieillissante. Nous voulions garder ces jeunes parce qu'ils représentent l'avenir de l'entreprise et on comptait sur elles et eux pour reprendre en main le travail dans l'usine.

Cela a également un impact pour les travailleur-euses plus âgées parce qu'ils se retrouvent maintenant sur des postes de travail très lourds et avec de faibles perspectives d'avenir en cas de licenciement.

## // COMMENT AVEZ-VOUS RÉAGI EN TANT QUE DÉLÉGATION SYNDICALE QUAND VOUS AVEZ APPRIS QUE LA DIRECTION ALLAIT SE SÉPARER DES TRAVAILLEUR-EUSES INTÉRIMAIRES ?

Nous avons négocié un accord avec la direction pour qu'elle garde cette année tout le monde – y compris les intérimaires. La délégation a été choquée de cette décision qui montre que la direction n'a pas été honnête. Pourtant elle met toujours en avant la transparence et la communication avec la délégation syndicale. ça a aussi été un choc la façon dont ça a été fait parce qu'il s'agit de travailleur-euses qui se donnent corps et âme dans les tâches les plus lourdes.

Le travail qu'ils ont fourni s'est fait au détriment de leur santé. Cela nous montre la considération que cette direction a pour ces 300 familles. On ne parle pas que de travailleur-euses mais de familles, de personnes qui ont besoin de gagner leur vie pour pouvoir aller de l'avant.

On a réagi très vite en posant un préavis de grève qui est encore d'actualité aujourd'hui. On souhaite que les intérimaires les plus anciens soient repris-es et reçoivent un CDI. Il faut savoir que 26 d'entre elleux ont été "licenciés-es" seulement 2 semaines avant les trois années nécessaires en intérim pour obtenir un contrat plus solide. Plus largement, nous souhaitons toutes les reprendre avec leur ancienneté. On aimerait aussi trouver un accord concernant les mutations car en perdant presque 400 travailleur-euses, la direction réorganise le travail dans l'usine.

## // QUELLE EST LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DANS LES RETARDS PRIS DANS LA PRODUCTION ?

La direction a été trop optimiste dans ses projections. Elle a engagé beaucoup trop de travailleur-euses et mal préparé la disponibilité du matériel. On n'a jamais su produire ce qu'elle pensait produire : c'est ce qui a conduit à la perte de 371 collègues. Les politiques peuvent encore sauver l'usine en faisant de Bruxelles un centre économique. On doit non seulement garder nos emplois, mais pouvoir en créer davantage.

Comme mon camarade Hillal Sor l'a expliqué auparavant, Bruxelles doit faire en sorte de devenir un centre économique dès aujourd'hui. Il faut garder l'emploi et en créer davantage. Un exemple pratique sur lequel on s'appuie, c'est l'entreprise Renault à Douai. Elle a investi 3 milliards d'euros pour construire une usine qui produit ses propres batteries, des modules pour tout le groupe Renault, etc.

Autrement dit, Renault a fait de son usine à Douai un centre économique où se concentrent différents fournisseurs qui lui sont utiles. Ça engendre de la création de l'emploi, ça évite la perte de volumes liée aux retards de livraison et ça permet aussi d'avoir une indépendance. C'est ce qu'il nous faut pour nous les jeunes, mais aussi pour les plus anciens pour qu'ils puissent terminer leur carrière sans devoir se soucier de quoi que ce soit.

## // LES POLITIQUES ONT DONC DES MARGES DE MANŒUVRE POUR SOUTENIR L'EMPLOI À AUDI ?

Oui, d'ailleurs une *taskforce*<sup>1</sup> a été créée au fédéral. Mais les syndicats n'ont pas été invités, alors que nous sommes sur le terrain. Nous savons ce qu'il se passe et nous connaissons le ressenti des travailleur-euses. Dans tous les cas, il faut des subsides pour rendre Bruxelles la plus attractive possible. C'est le rôle du gouvernement de mettre la pression pour obtenir un modèle qui permette de créer de l'emploi.

## // QUEL AVENIR PEUT-ON IMAGINER POUR LES JEUNES TRAVAILLEUR-EUSES DE L'USINE ET PLUS PARTICULIÈREMENT LES JEUNES INTÉRIMAIRES QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI ?

La situation devient lourde psychologiquement pour tout le monde : les ouvrier-ères, les employé-es, les jeunes, mais aussi les plus âgés. La situation est loin d'être finie et nous restons dans le flou. La direction ne transmet aucune information, c'est injuste pour les travailleur-euses.

## // SI JAMAIS UNE GRÈVE UN PEU PLUS DURE DEVAIT SE DÉCLARER À AUDI BRUSSELS, SERIEZ-VOUS CONTENT-ES QUE DES ÉTUDIANT-ES ET D'AUTRES JEUNES SYNDICALISTES VIENNENT SUR LE PIQUET VOUS AIDER ?

Bien entendu. C'est sûr que nous allons mobiliser, tant au niveau de la délégation qu'au niveau des travailleur-euses. Nous soutiendrons tout le monde et pas seulement les Metallos. L'emploi concerne tout le monde : les jeunes étudiant-es, les jeunes et moins jeunes travailleur-euses, etc. Si une grève est annoncée, le soutien de toutes sera nécessaire et le bienvenu. Nous devons maintenir et créer de l'emploi à Bruxelles.

1 L'équivalent d'un groupe de travail réunissant les responsables politiques et économiques

# LES ULTRA-RICHES NUISENT À L'ÉCOLOGIE

PAR YVAN // MILITANT À L'UNION SYNDICALE ÉTUDIANTE

L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage. Ces dernières années, cette locution s'est largement popularisée dans les milieux militants. Elle s'oppose à une vision de l'écologie qui sous-entend qu'il suffit de faire des petits gestes pour répondre au défi climatique.

Si nous sommes toutes et tous dans le même bateau, nous n'y occupons pas la même place. On peut représenter la société capitaliste comme une galère. Il y a d'un côté ceux qui rament, enchaîné-es les un-es aux autres pour éviter qu'iels s'échappent. De l'autre, il y a le contre-maître qui donne les coups de fouet, une autre qui tambourine pour donner la cadence et en dernière instance le responsable qui tient le gouvernail.

Dans le cas où le navire s'orienterait droit vers des rochers, n'importe qui proposerait de changer de cap et reprocherait au capitaine son aveuglement. Pourtant ce n'est pas encore la tendance dominante sur la question climatique : il n'existe pas de mesures ciblées contre la pollution des ultra-riches.



## LA CROISSANCE VERTE

Si les principaux acteurs économiques parlent encore de croissance verte, ce n'est pas pour remettre en question le système actuel. Cette idée repose sur la croyance selon laquelle le progrès technologique permettra de résoudre la crise écologique et assurera une croissance infinie. En faisant la promotion des technologies éoliennes, solaires et hydrogènes, le rapport à la production reste inchangé.

Il s'agit pourtant d'un mythe. L'activité économique nécessite à la fois l'exploitation humaine et celle de la nature. Les technologies "renouvelables" requièrent l'extraction massive de minerais du sol pour créer des batteries. Même si l'hydrogène n'émet pas de gaz à effet de serre en se consommant, sa production nécessite une source d'énergie qui puisse être synthétisée. Même si certaines technologies sont moins polluantes, les ressources planétaires ne sont pas infinies.

En 1972, le rapport Meadows démontrait les limites de la croissance économique. Actualisé à plusieurs reprises, il préconise une meilleure répartition des richesses et un changement de paradigme économique.

Accroître indéfiniment l'économie consiste à accroître indéfiniment l'exploitation. Les discours autour de la croissance verte ont avant tout une utilité d'ordre politique : croire que le système actuel est soutenable. Ce mythe permet aux plus nanti-es de maintenir leur emprise sur l'économie et maintenir l'exploitation des travailleur-euses.

## QUI POLLUE LE PLUS ?

La croissance infinie est le seul modèle sur lequel peut prospérer la bourgeoisie. Les ultra-riches ont besoin d'accumuler toujours plus de capital pour prospérer. Sans ça, ils ne peuvent plus aussi facilement réaliser des plus-values, générer des dividendes et vivre des intérêts de leurs prêts. Remettre en question la croissance consiste à remettre en question le capitalisme.

Selon Oxfam<sup>1</sup>, les 1% des plus riches ont généré 16% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les 10% des plus riches sont responsables à eux seuls de la moitié des émissions. Chaque année, la pollution des 1% les plus riches annule les économies générées par l'équivalent d'un million d'éoliennes. Si rien ne change, les émissions des 1% les plus riches en 2030 seront 22 fois plus élevées que le seuil fixé dans l'accord de Paris<sup>2</sup> pour maintenir la hausse des températures à 1,5°C.

Si l'impact négatif sur la planète évolue en fonction de la richesse, c'est notamment parce qu'appartenir à la bourgeoisie implique des modes de vie insoutenables. Comme le décrit la sociologue Anne Wagner dans un article sur les mobilités des plus riches, la mobilité et plus singulièrement le voyage est un moyen de se distinguer socialement. Ceux-ci participent à l'apprentissage d'un récit d'aventure et d'entreprise que les bourgeois-es peuvent raconter sur elleux-mêmes.<sup>3</sup>

## QUE FAIRE ?

Si les ultra-riches souhaitaient réellement apporter des solutions, iels se donneraient les moyens de le faire. Ils détiennent les plus grosses entreprises et l'argent nécessaire pour investir. Mais ils ont préféré le choix d'investir dans l'armement et l'intelligence artificielle.

Le climat est chaque année plus instable et nous prenons de plus en plus le risque de vivre de nouvelles catastrophes. En 2021, la Wallonie a connu des inondations qui ont ravagé des quartiers entiers. D'autres phénomènes extrêmes pourraient survenir de manière plus régulière, comme des canicules et des tempêtes. Il est plus que nécessaire de lutter contre un système qui produit ces catastrophes.

La solution n'est pas d'armer nos frontières et produire des drones pilotés par une intelligence artificielle. La priorité devrait être de combattre le capitalisme et de mettre fin à ce système qui prône une exploitation infinie.

- 1 Oxfam, *Les 1% les plus riches émettent autant de CO2 que deux tiers de l'humanité*, 20 novembre 2023.
- 2 Nations Unies, *Qu'est-ce que l'Accord de Paris?* <https://unfccc.int/fr/a-propos-des-ndcs/l-accord-de-paris>
- 3 Wagner, A. (2007). La place du voyage dans la formation des élites. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 170, 58-65. <https://doi.org/10.3917/arss.170.0058>

# PROPIEDAD & GUEULES NOIRES

## QUAND LE CINÉMA DE GENRE SE FAIT SOCIAL

PAR BENJAMIN VANDEVANDEL // FORMATEUR AU CEPAG

Le cinéma de genre a toujours été étroitement lié aux faits sociaux. Encore aujourd'hui souvent considéré comme mineur, voire infréquentable et affublé de la codification « X », il n'a pourtant rien à envier au cinéma dit d'« auteur » dont il rejoint d'ailleurs parfois les rangs.

Nombre d'œuvres parfois interdites en salle et conspuées à leur sortie ont rejoint aujourd'hui le cercle des « classiques » et les films de cinéastes tels que William Friedkin, Lucile Hadzihalilovic, George Romero, Agnès Merlet, John Carpenter, Dario Argento ou encore Tobe Hooper sont disséqués dans le cursus universitaire. Julia Ducournau fut primée à Cannes pour *Titane*. Coralie Fargeat, Alexandre Aja, Joséphine Darcy-Hopkins, Gaspard Noé et plus récemment Zoé Wittock offrent au cinéma de genre des œuvres d'une grande qualité. Avec respectivement *Propriedade* et *Gueules noires*, Daniel Bandeira et Mathieu Turi se posent en dignes représentants de cette tendance.

*Propriedade* est un film brésilien sorti en 2022. Présenté au Biff 2024, le film illustre la violence des grands propriétaires terriens sur le monde ouvrier et place les spectateur·rices devant un profond dilemme : si nous ne pouvons qu'éprouver de l'empathie face aux violences dont les victimes font l'objet (des ouvrier·ères licencié·es et mis·es à la porte d'une fazenda<sup>1</sup>), nous sommes mis à mal par la réponse de ces dernières : assassinats de « cadres » et séquestration de la propriétaire (magnifique Malu Galli) réfugiée dans son véhicule blindé. Peut-on moralement cautionner des réponses violentes à la violence ?

Encore plus compliqué pour le public de se poser moralement car nous ne sommes pas devant un simple *vigilante movie*<sup>2</sup> (ou « *film d'auto-défense* »), ce genre étant souvent porté sur un discours pro-armes, pro peine de mort et pro individualiste typique du conservatisme états-unien. Tout le contraire de *Propriedade* : les protagonistes sont victimes d'une violence légale, étatique, héritière du colonialisme et illustrative d'un capitalisme violent encore renforcé en 2022 par la présidence de Jair Bolsonaro dont le mandat fut marqué par l'austérité, l'attaque des services publics et une violence accentuée contre les syndicats et les défenseur·euses des droits environnementaux et des indigènes. Bandeira n'illustre pas une violence personnelle qui aurait pu trouver une solution devant les tribunaux, mais la réaction désespérée d'ouvrier·ères agricoles qui se retrouvent du jour au lendemain à la rue pour de simples motifs de rentabilité, les terres agricoles devant laisser place à un complexe hôtelier de luxe. Les tribunaux ne leur viendront pas en aide ; iels n'ont aucun recours légal possible dans un Brésil encore marqué aujourd'hui par une forte présence du travail informel.<sup>3</sup>

Le dilemme trouve sa réponse dans la conclusion du film qui ne laisse aucun doute quant au devenir de la révolte : Bandeira ne cherche pas à justifier ou non la violence des ouvrier·ères, mais plutôt à alerter d'une situation explosive renforcée par un capitalisme à bout de souffle et qui cherche à survivre par tous les moyens. Dans un pays où moins d'1% de la population possède plus de la moitié des richesses produites, le film fait office de signal d'alarme vers un point de basculement violent qui semble inévitable si rien ne change. Un métrage cru, d'une violence brute qui ne tombe jamais dans la surenchère mais dont les images nous poursuivent longtemps.

*Gueules noires*, sorti en France en 2023 (présenté au Biff 2024 sous son titre international *Deep Dark*, bien moins parlant au niveau symbolique) et disponible aujourd'hui à l'import, nous plonge lui tout droit dans les mines du nord de la France du milieu du XX<sup>ème</sup> Siècle et plus précisément sur le site de la Fosse Arenberg à Wallers.<sup>4</sup> Nous y suivons un groupe de 6 mineurs chargés de conduire le Professeur Berthier à un endroit bien précis et de suivre ses instructions à la lettre. À 1000 mètres de profondeur, ils mettent à jour une crypte ancienne et y réveillent Moknorot, un démon



au service des Grands Anciens et chargé de réveiller Cthulhu.<sup>5</sup> Pas fort joueuse d'avoir été interrompu dans sa sieste, ce dernier opère un carnage parmi le groupe de mineurs dont le moins expérimenté, Amir, semble avoir compris comment sortir de terre après le décès de Berthier. Le peu de dynamite qui reste à l'équipe les met par contre face à un choix cornélien : faire sauter un passage obstrué pour pouvoir s'échapper ou éliminer le démon afin qu'il ne puisse concrétiser son sombre dessein.

Le cinéma de genre n'a pas bonne presse en France et est souvent boudé des producteurs.<sup>6</sup> La situation tend à évoluer, *Gueules noires* ayant bénéficié d'un budget de 3,9 millions d'euros. Ce qui est beaucoup pour un film de genre mais très peu au regard de ce que produit le cinéma français.<sup>7</sup> Les effets spéciaux s'en ressentent malheureusement : la

- 1 Immenses propriétés agricoles sur lesquelles sont exploitées une nombreuse main d'œuvre et ce parfois sur plusieurs générations. Elles témoignent de l'inégalité qui caractérise la répartition des terres au Brésil : moins de 1 % des exploitants occupe 44 % de l'espace agricole, utilisé sous la forme de fazendas de plus de 1 000 hectares.
- 2 Genre de film dans lequel le protagoniste pratique l'auto-justice. Très en vogue du milieu des années 70 à la fin des années 80, on peut citer la série des « Justiciers dans la ville », les « Dirty Harry » les « Punisher » ou encore « Vigilante » de William Lustig.
- 3 Plus de 40% des travailleur·euses en 2023 et avec forte dominance des femmes. Il n'est pas innocent que la figure d'autorité de la révolte soit une femme âgée (Zuleica Ferreira, impériale dans le rôle).  
<https://www.ohchr.org/fr/news/2023/10/examen-du-bresil-au-comite-des-droits-economiques-sociaux-et-culturels-des-experts>
- 4 L'autre décor naturel utilisé lors du tournage et pour figurer la crypte de Moknorot est la superbe Église monolithe d'Aubeterre-sur-Dronne.
- 5 Le mythe de Cthulhu est un univers de fiction collectif, développé par de multiples auteurs à partir de l'œuvre de l'écrivain étatsunien Howard Phillips Lovecraft. Le monde du mythe de Cthulhu est un reflet du monde réel, mais où des entités extraterrestres cherchent à rétablir leur ancienne domination sur le globe terrestre.
- 6 Il faut dire que les tentatives françaises de surfer sur la vague des « Scream » et autres slashers américains début des années 2000 a été stoppée net par la sortie des catastrophiques « Promenons-nous dans les bois » et « Brocéliande » ... freinant durant longtemps de nombreux producteurs à se risquer dans le film de genre.
- 7 À titre de comparaison et la même année, « Miraculous, le film » a été financé à hauteur de 80 millions d'euros, le dernier « Astérix » à hauteur de 66 millions et le deuxième film des « Blagues de Toto » à près de 8 millions.



créature fait pâle figure en pleine lumière (tous les effets spéciaux sont physiques) là où elle génère un véritable malaise dans la pénombre. Passé ce défaut, le film de Mathieu Turi tient pleinement la route de par son casting de luxe (Samuel Le Bihan, Jean-Hugues Anglade et Amir El Kacem sont excellents de bout en bout), ses fabuleux décors naturels mais surtout par le sous-texte social. Le désespoir d'Amir au Maroc qui est prêt à tout pour travailler en France, le racisme de certains mineurs locaux incarné par le personnage de Louis (Thomas Solivérès, méconnaissable dans le bon sens du terme) et la conscience de classe une fois au fond de la mine... c'est toute une part de l'histoire sociale qui est mise en avant par le réalisateur. Au fond de la mine, comme l'affirme Roland (Le Bihan) à Amir avant sa première descente, on est une « gueule noire » et ce que l'on soit Français, Espagnol, Marocain ou Italien. Mathieu Turi signe un film hybride non exempt de défauts mais terriblement humain ; les risques que sont prêts à prendre ses personnages pour une prime de 400 anciens francs de l'époque<sup>8</sup> illustrent parfaitement leur condition de travailleurs qui doivent marcher ou crever. Lier univers lovecraftien et misère ouvrière est au final un pari réussi, Lovecraft lui-même faisant de ses protagonistes principaux

des rentiers archéologues amateurs, à l'image du personnage du Professeur Berthier, bien éloignés de la classe populaire qu'ils ne voyaient au mieux que comme une réserve de travailleur-euses à leur service.

Deux films qu'un océan sépare, deux univers différents mais autour d'une thématique universelle et toujours criante d'actualité: la lutte des classes.

- 8 Le SMIG brut s'élevait en France, en 1956, à 126 anciens francs de l'heure. Le nouveau franc qui apparaît en 1960 le fait passer à 1,63 franc/H, 1 nouveau franc équivalant environ à 100 anciens francs.  
[https://www.ipp.eu/baremes-ipp/marche-du-travail/salaire\\_minimum/smig/](https://www.ipp.eu/baremes-ipp/marche-du-travail/salaire_minimum/smig/)

## QUI SONT LES CASSEURS ?

UNE REVIEW RÉALISÉE PAR JULIEN SCHARPÉ // CHARGÉ DE COMMUNICATION AU JEUNES FGFB

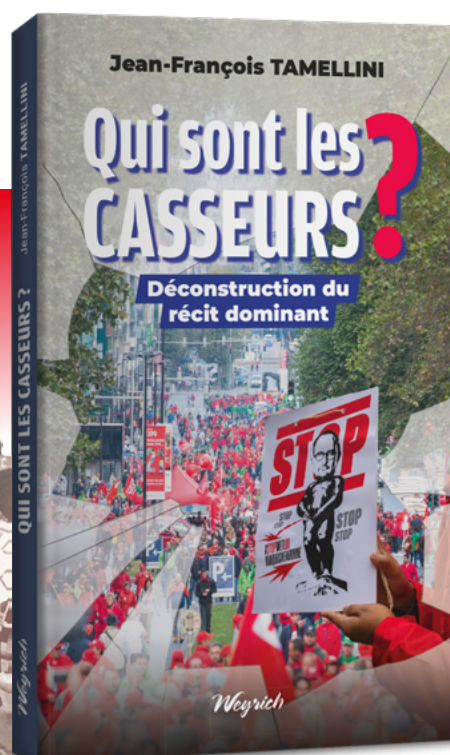
Ce livre ne s'adresse pas aux familles des vitrines, ni aux patrons et encore moins aux fascistes. Au fil des pages, Jean-François Tamellini expose son analyse de plusieurs années de lutte contre le néo-libéralisme.

La première partie décrit l'entreprise de répression du patronat et des partis de droite. Alors que des profits indécents sont captés par les actionnaires, la bourgeoisie fait tout pour réduire au silence ceux qui luttent pour l'emploi. C'est la cupidité qui résume le mieux la ligne politique des libéraux : le système doit être organisé pour que les capitalistes soient toujours gagnants. C'est pour cette raison que le secrétaire général de la FGFB Wallonne revient sur les différents conflits qu'il a vécus. Les syndicats sont l'ennemi à abattre parce qu'ils sont le rempart qui protège les travailleur-euses de la brutalité patronale.

La Wallonie est elle aussi mal aimée du patronat et de la droite. Résistante, solidaire et rouge : elle incarne tout ce que la bourgeoisie exècre. Pourtant les inégalités y existent aussi et le manque d'ambition des politiques sociales les ont renforcées. C'est pour cette raison que l'auteur insiste sur la nécessité d'un plan de relance économique ambitieux, qui permettrait aux personnes au chômage de trouver des emplois de qualité et sortir la tête hors de l'eau. Mais la Wallonie ne doit pas être considérée comme une simple région en Belgique, il s'agit d'un projet politique fédéraliste. Cette région y est décrite comme l'endroit où une société anticapitaliste et résolument antifasciste peut prospérer.

L'essai de Jean-François Tamellini s'inscrit d'une certaine manière dans la continuité d'André Renard, qui était la figure emblématique de la grande grève de l'hiver 1960. En affirmant qu'il est ouvert à la mise en place de réformes, il fait évidemment référence aux réformes de structures amenant à une société affranchie du capitalisme. L'autre grande référence historique est le pacte social de 1945, qui est un tremplin sur lequel s'élançait pour passer de la résistance syndicale aux victoires syndicales.

Principale force politique en Flandre, presque inexistante en Wallonie, l'extrême-droite est l'ennemie des travailleur-euses et de leurs intérêts. À l'heure où le fascisme progresse partout, il est nécessaire de mener une lutte leur opposant une société désirable. Pour y parvenir, le livre se conclut sur la nécessité de rétablir les équilibres écologiques, politiques et sociaux.



# "NE VOTEZ PAS CONTRE VOUS" LE NOUVEL OUTIL DE L'ASBL LA CIBLE

PAR ZOÉ FAUCCONNIER // CHARGÉE DE PROJET POUR LA CIBLE ASBL

Après sa brochure sur les nouveaux visages de l'extrême droite et sa campagne « Décode ! », l'ASBL La Cible sort son nouvel outil pédagogique « Ne votez pas contre vous ». À l'aube des élections européennes, fédérales, régionales, provinciales et communales, ce livret veut rendre compte de ce que met en place l'extrême droite, une fois qu'elle est au pouvoir.

« Je vote parce que je suis obligé ! », « Peu importe pour qui on vote, ça ne change rien... », « de toute façon, ils font ce qu'ils veulent » ... En pleine crise de la démocratie représentative, les élections ne semblent plus satisfaire les citoyen·nes. En Europe, le paysage se fait de plus en plus noir et c'est l'extrême droite qui gagne du terrain, se présentant comme une réponse à tous nos maux.

Avec un discours de plus en plus lissé, elle se fait appeler « droite radicale » ou « ultraconservatrice ». En acceptant de se plier au système démocratique, elle veut montrer qu'elle a sa place en tant que représentante d'une bonne partie de la population. Mais nous ne sommes pas dupes !

Il semble indispensable de rappeler qu'elle garde une base idéologique commune à ses nombreux·euses représentant·es. Son projet est autoritaire et anti-démocratique, xénophobe et homophobe, discriminatoire et inégalitaire.

« Ne votez pas contre vous » analyse quatre pays où l'extrême droite est au pouvoir ou l'a été jusque très récemment : La Hongrie, la Pologne, l'Italie et le Brésil. Ainsi, l'ASBL La Cible veut montrer comment le projet qu'elle défend est concrètement mis en œuvre dans la vie quotidienne. Au travers de 6 thématiques, son programme est nauséabond.

Et la Belgique n'est pas à l'abri ! La Flandres arbore un drapeau jaune plus que prégnant et des groupuscules sortent de l'ombre en Wallonie. Quelques points de vigilance tirent la sonnette d'alarme et attirent notre attention dans notre pays plat. Avec l'extrême droite, la cible, c'est nous toutes et tous !



**NE VOTEZ PAS  
CONTRE VOUS**



**LA CIBLE**  
asbl

## CAMP JEUNES

**Cette année, c'est le retour du camp Jeunes FGTB ! Au programme, cinq jours d'activités sportives, culturelles, mais surtout politiques ! L'occasion pour les militant·es de se former à de nombreuses thématiques qui ont fait l'actualité cette année ou qui méritent une attention particulière, mais également de se rencontrer dans un autre contexte que celui des assemblées et des manifestations.**

**Le camp Jeunes FGTB se tiendra dans la ville de Bouillon, du 28/06 au 02/07. Il se veut être un espace d'échanges, de formation et de moments moins formels.**

### AU PROGRAMME DES FORMATIONS :

- ▶ **DES ATELIERS SUR LES LUTTES ÉTUDIANTES.** La précarité étudiante prend une place de plus en plus grande dans le débat public lorsqu'on parle de l'enseignement supérieur. Au-delà du constat de plus en plus partagé que les conditions de vie des étudiant·es se dégradent au fil des ans, plusieurs questions se posent sur les causes, les effets et les manières les plus appropriées de lutter contre cette précarité. Comment la précarité impacte-t-elle la réussite ? Comment la précarité étudiante et le manque de moyens dans l'enseignement supérieur sont-ils liés ? Pourquoi la droite veut-elle résoudre cette précarité en réduisant l'accès aux universités ? Que nous dit l'augmentation des heures prestables par les étudiant·es jobistes ? Et bien d'autres questions auxquelles nous tenterons de répondre...
- ▶ **HISTOIRE DE LA PALESTINE.** Ces derniers mois ont été marqués par le génocide que commet Israël dans la bande de Gaza à l'encontre des Palestinien·nes. Avec l'Association Belgo-Palestinienne, nous tenterons de plonger dans l'histoire de la Palestine, afin de comprendre les racines historiques dans lesquelles s'inscrit l'abominable massacre qui a lieu depuis maintenant plus de six mois.
- ▶ **VIOLENCES FAITES AUX FEMMES,** avec l'ASBL Praxis, qui effectue un travail essentiel autour des auteurs de violences conjugales et des victimes de violences, nous tenterons de comprendre la complexité derrière les actes de violences faites aux femmes. Nous affinerons également nos outils pour réagir du mieux possible à ces violences.

- ▶ **FORMATIONS AU MARXISME.** A travers cinq différents ateliers, nous allons essayer de donner un panorama de la pensée de Marx et de comprendre en quoi elle est encore d'actualité. Qu'est-ce que le matérialisme dialectique ? Quel est le rôle de l'Etat dans la révolution et dans un système capitaliste ? Comment le féminisme marxiste permet de comprendre les systèmes de production et de proposer de nouvelles stratégies ? Comment nos salaires sont-ils formés et pourquoi sommes-nous si peu payés ? Qu'est-ce que l'impérialisme et comment le capitalisme s'est construit sur l'exploitation des non-blancs ?
- ▶ **COMBATS SYNDICAUX EN AMÉRIQUE LATINE.** Nous aurons la chance d'accueillir deux camarades de la CSA (Confédération Syndicale des travailleur-euses des Amériques), pour nous expliquer les luttes dans lesquelles leur confédération syndicale s'implique et la situation des travailleur-euses dans différents pays du Sud. Nous verrons que le néolibéralisme impacte durement les conditions de vie des populations, mais que la lutte n'en sort que renforcée lorsque les travailleur-euses s'organisent internationalement.
- ▶ **FORMATION "SÉCURITÉ SOCIALE ET EMPLOI".** La sécurité sociale est un enjeu majeur des luttes ouvrières des deux derniers siècles. Depuis plusieurs années, la droite tente de la démanteler, pour faire peser sur les individus le poids des risques sociaux (maladies, chômage, accidents, vieillesse, etc.). Cela s'accompagne d'une multiplication des emplois déréglés : flexi-jobs, travail de plateforme, faux indépendants, jobistes étudiants, etc. Mais quel est le lien entre ces deux phénomènes ? Et pourquoi la droite veut-elle tant détruire notre sécurité sociale ?
- ▶ **FORMATION SUR LE "WOKISME"** et la nouvelle obsession des droites. Un concept qui nous vient des pays anglo-saxons et qui déchaîne bien des passions. Une « idéologie » qui fait dire à ces détracteurs qu'on ne « peut plus rien dire » ... Mais au fait, c'est quoi le wokisme ? Pourquoi ce mot, qui vise à lutter contre les discriminations en prenant conscience des inégalités systémiques, est-il si clivant ? Pour quelles raisons ses opposants, souvent de droite et d'extrême droite, sont-elles et ils si virulents dans leurs attaques ? Ce mot reflète-t-il réellement une idéologie structurée ?
- ▶ **PLUSIEURS FORMATIONS PRATIQUES** sont également prévues, afin d'en avoir pour tous les goûts ! Formations sur le graphisme et les réseaux sociaux, sur l'écriture d'articles et de communiqués de presse, sur la prise de parole en public, et une initiation à la boxe.



Le premier soir, nous aurons également la chance d'assister à la conférence gesticulée « Un pauvre c'est comme un compte en banque, ça se gère », de Thierry Barez. Histoire de mieux comprendre comment les travailleur-euses sans emploi sont stigmatisé-es dans une société capitaliste et comment l'Etat veut les surveiller, les contrôler et les activer sans ménagement. Mais à quel prix ?

Evidemment, un camp Jeunes FGTB n'en serait pas un sans l'après-midi traditionnelle en kayak ! Pour celles et ceux qui ne seraient pas tenté-es, des activités alternatives sont bien évidemment prévues. Nous profiterons également de la beauté du cadre qu'offre la ville de Bouillon pour en apprendre plus sur son histoire, tout en restant critiques sur les Croisades et leur vision idéalisée que certains courants politiques prônent aujourd'hui.

Enfin, nous vous prévoyons quelques petites surprises que nous ne divulguerons pas ici...

## CAMARADE !

*Camarade !* est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

*Camarade !*, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

*Camarade !* est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

[communicationjeunes@jeunes-fgtb.be](mailto:communicationjeunes@jeunes-fgtb.be)



## Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles  
02/506 83 92  
jeunes@jeunes-fgtb.be

## Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles  
02/552 03 63  
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

## Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boîte 2 – 1400 Nivelles  
067/21 63 73  
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

## Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul  
064/23 61 19  
centre@jeunes-fgtb.be

## Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi  
071/231 277  
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

## Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège  
08/009 00 45  
jeunes.liege@fgtb.be

## Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon  
063/24 22 59  
fgtb-luxembourg@fgtb.be

## Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons  
065/32 38 83  
mons@jeunes-fgtb.be

## Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur  
081/64 99 56  
namur@jeunes-fgtb.be

## Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers  
087/63 96 54  
verviers@jeunes-fgtb.be

## Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai  
069/88 18 04  
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FGTB

 camarade.be  @CamaradeWebMedia

 **JEUNES**  
**FGTB** s'unir  
lutter  
gagner

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

 @ninanarchist  s291nina@hotmail.com

